

FABRICATION DES COSTUMES DE LA PRODUCTION « LA  
VIE PARISIENNE »

*Procédure adaptée en application des dispositions de l'article R.2123-1 du code de la commande  
publique*

**Type de marché**

Fournitures courantes et services

**Référence du marché**

2026-001-DH

**Pouvoir adjudicateur**

Comédie-Française  
1 Place Colette  
75001 Paris

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES (CCAP) COMMUN AUX DEUX LOTS**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES .....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme et montant du marché.....	4
1.3 Durée du marché.....	4
1.4 Décomposition du marché .....	4
<b>ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 : PRESTATIONS SIMILAIRES.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT .....</b>	<b>5</b>
5.1 Contenu des prix.....	5
5.2 Révision des prix.....	6
5.3 Modalités de règlement .....	6
5.4.2 Contenu des demandes de paiement .....	6
5.4.2.1 Remise de la demande de paiement .....	6
5.4.2.2 Facturation électronique.....	6
5.4.3 Délai de paiement .....	7
5.4.4 Retenue de garantie .....	7
5.4.5 Avance .....	7
<b>ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDE.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 : CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 9 : PÉNALITÉS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 : CLAUSE DE REPRISE ET D'ADAPTATION EN COURS DE PRODUCTION .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 : CLAUSE SPECIFIQUE EN CAS DE CHANGEMENT DE DISTRIBUTION .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 12 : CONTROLE, ADMISSION DES PRESTATIONS ET GARANTIES ...</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 : ASSURANCES .....</b>	<b>9</b>

<b>ARTICLE 14 : RÉSILIATION.....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 15 : DIFFERENDS .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 16: DÉROGATIONS.....</b>	<b>11</b>

## ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### 1.1 Objet du marché

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet de définir les conditions administratives applicables au marché de **fabrication, essayages, ajustements et livraison de costumes** des chœurs destinés à la production « *la vie parisienne* ».

Les prestations comprennent notamment les études préparatoires, la réalisation à partir de maquettes et indications artistiques, les essayages avec les interprètes, les retouches et finitions, ainsi que la livraison et la mise à disposition et les ajustements pendant les répétitions, en temps utile pour les répétitions et représentations.

La livraison des costumes doit être effectuée au plus tard le 17 mai 2026.

### 1.2 Forme et montant du marché

Le marché est à prix mixte, il est composé de deux types de prestations :

- Les prestations annoncées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, pour lesquelles le lot est un marché ordinaire à prix forfaitaire.
- Les prestations listées aux bordereaux des prix unitaire pour lequel le marché suit les dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique. Ces prestations sont exécutées sur bons de commande. Elles font l'objet d'un montant maximum mais sans montant minimum. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les montants maximum sont indiqués dans l'acte d'engagement propre à chaque lot.

### 1.3 Durée du marché

Le marché a une durée de 4 mois ferme à compter de la date de notification.

### 1.4 Décomposition du marché

Le marché est alloté en deux lots :

- Lot n°1 : fabrication des costumes des chœurs homme
- Lot n°2 : fabrication des costumes des chœurs femme

Le marché n'est pas décomposé en tranches. Les variantes ne sont pas autorisées.

## ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les pièces énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- **L'acte d'engagement (AE) ;**
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services en vigueur lors de la remise des offres. Le titulaire déclare bien connaître ce document bien qu'il ne soit pas joint au dossier ;**
- **Les textes législatifs et réglementaires en vigueur à la signature du marché ;**
- **L'offre technique et financière du titulaire.**

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Seuls les exemplaires originaux, conservés par la Comédie-Française font foi. Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

### **ARTICLE 3 : PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, un marché négocié sans publicité préalable et sans mise en concurrence ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché peut être conclu avec le titulaire.

### **ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE**

Les stipulations prévues à l'article 3.5 du CCAG-FCS sont seules applicables.

Les stipulations prévues aux articles L. 2193-1 et suivants du code de la commande publique, pris en application de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance sont seules applicables.

Le titulaire d'un marché a la possibilité de sous-traiter sa prestation, sous réserve d'acceptation par l'acheteur. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par l'acheteur.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient, le candidat fournit à l'acheteur les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le Titulaire du marché et son sous-traitant ;
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC) ;
- Déterminer le(s) prestation(s) concernée(s) et leur montant ;
- Les documents et renseignements de candidature demandés au titulaire (à l'exception du DC1).
- 

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

L'entreprise indique, lors de la soumission la nature et le montant de chacune des prestations qu'elle envisage de sous-traiter ainsi que les sous-traitants auxquels elle envisage de faire appel.

### **ARTICLE 5 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT**

#### **5.1 Contenu des prix**

Le marché est conclu à **prix global et forfaitaire**.

Les prix sont réputés inclure :

- la fabrication et la confection à partir des maquettes et indications artistiques ;
- les fournitures et matériaux techniques ;
- les essayages avec les interprètes ;
- les ajustements et retouches ;
- les finitions ;
- le conditionnement et la livraison ;
- L'assistance et les ajustements pendant les répétitions.

Les prix n'incluent pas la fourniture du tissu.

## **5.2 Révision des prix**

Le prix est réputé ferme et définitif, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

## **5.3 Modalités de règlement**

### ***5.4.2 Contenu des demandes de paiement***

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS.

#### ***5.4.2.1 Remise de la demande de paiement***

Les demandes de paiement sont datées et font apparaître, outre les mentions légales :

- Le numéro et l'objet du présent marché ;
- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Nom et adresse de la Comédie-Française ;
- Les références du compte bancaire à créditer, telles qu'elles figurent dans l'acte d'engagement (AE) ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées ;
- Le cas échéant, la date et le numéro du bon de commande ;
- Le cas échéant, l'état des prix unitaires applicables aux prestations exécutées ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché hors TVA ;
- Le cas échéant, applications des réductions fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Le montant global HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- La date et le n° de la facture ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par les sous-traitants, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

#### ***5.4.2.2 Facturation électronique***

Les factures doivent être transmises à la Comédie-Française, via le **Portail Chorus Pro** de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facture électronique et devra être déposée sur le portail **Chorus PRO** avec les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET 30297714500010 qui identifiera le « Comédie-Française » en tant que destinataire de la facture ;
- Le numéro d'engagement ou numéro du bon de commande

#### ***5.4.3 Délai de paiement***

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des factures.

#### ***5.4.4 Retenue de garantie***

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

#### ***5.4.5 Avance***

Le présent marché ne donne pas lieu à des versements à titre d'avance.

### **ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDE**

Conformément à l'article R.2162-13 du code de la commande publique, marché s'exécute au moyen d'engagements juridiques validés électroniquement par les responsables désignés par la Comédie-Française ou ses représentants. Les engagements juridiques (bons de commandes) sont émis au fur et à mesure des besoins.

Les engagements juridiques peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée du marché et leur exécution se poursuivre au-delà de la fin du marché et au maximum 6 mois.

Chaque engagement juridique est adressé par courriel ou par courrier. Dans ce dernier cas, le titulaire vérifie que tout engagement juridique est bien une première commande et non une confirmation de courriel.

Le titulaire s'engage à retourner un accusé de réception de la prestation commandée. Tout engagement juridique comporte les renseignements suivants :

- Le numéro du marché ;
- L'identification de l'établissement ;
- La désignation et l'adresse du service émetteur ;
- La référence de l'engagement juridique ;
- L'adresse précise de la facturation ;
- La désignation exacte des prestations ;
- Le prix déterminé dans les conditions fixées au bordereau de prix ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le nom du signataire électronique.

## ARTICLE 8 : Clause environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Le titulaire doit être capable de fournir dès la notification du marché et à tout moment sur simple demande de l'administration, les certifications et agréments du prestataire chargé du traitement des déchets.

Par ailleurs, les performances dans la réduction de la consommation d'énergie, des émissions de polluants atmosphériques des véhicules utilisés dans le cadre des prestations seront déterminantes pour le choix du titulaire, notamment sur la base des moyens techniques réservés à l'exécution du marché.

**Le titulaire retenu s'engage à mettre en œuvre toutes dispositions utiles pour atteindre les performances en matière de protection de l'environnement qu'il a déclarées dans son offre.**

## ARTICLE 9 : PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G. – FCS, le présent marché est assorti des pénalités suivantes sur simple constatation d'un manquement contractuel de la part du titulaire et sans mise en demeure préalable.

Le titulaire encourt l'application des pénalités dès le premier euro suivant :

OBJET	Montant des pénalités encourues
<b>Retard de livraison</b> : lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>de 1 à 5 jours ouvrés de retard</b> : 100€ / jour de retard par fontaine</li><li>• <b>de 6 à 10 jours ouvrés</b> : 150 € par jour de retard</li></ul>
<b><u>Non-respect du planning :</u></b>	En cas de non-respect du planning prévu, le titulaire encourt une pénalité de <b>100€ par jour de retard</b>
<b><u>Pénalités pour non-respect des formalités Relatives à la lutte contre le travail illégal.</u></b>	En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

## ARTICLE 10 : CLAUSE DE REPRISE ET D'ADAPTATION EN COURS DE PRODUCTION



Dans le cadre des nécessités artistiques propres à une production théâtrale, le titulaire s'engage à assurer les reprises, ajustements et adaptations des costumes rendus nécessaires par :

- l'évolution de la mise en scène ou des partis pris artistiques ;
- les contraintes liées au jeu scénique ;
- l'usure normale résultant des répétitions précédant la première représentation.
- 

Ces reprises comprennent notamment les retouches de taille, de coupe, de maintien, de solidité, de confort ou de sécurité, ainsi que les ajustements esthétiques demandés par l'équipe artistique.

Les reprises intervenant avant la première représentation et résultant des besoins normaux de la création sont réputées incluses dans le prix global et forfaitaire du marché.

Toute reprise substantielle excédant le périmètre initial des prestations, notamment liée à une modification majeure des maquettes validées ou à une refonte complète d'un costume, fera l'objet d'un accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, d'un avenant.

#### **ARTICLE 11 : CLAUSE SPECIFIQUE EN CAS DE CHANGEMENT DE DISTRIBUTION**

En cas de changement de distribution décidé par le pouvoir adjudicateur en cours de production, le titulaire s'engage à procéder aux adaptations nécessaires des costumes existants afin de les rendre compatibles avec les mensurations, la morphologie et les contraintes de jeu du ou des nouveaux interprètes.

Ces adaptations comprennent notamment les retouches courantes de taille, d'ampleur, de longueur, de maintien ou de confort, ainsi que les ajustements indispensables à la sécurité et à la bonne tenue des costumes sur scène.

Lorsque le changement de distribution intervient avant la première représentation, ces adaptations sont réputées incluses dans le prix global et forfaitaire du marché, dès lors qu'elles ne remettent pas en cause la conception artistique initiale des costumes. De plus, pour la tournée prévue entre septembre et décembre 2026, il pourra être demandé par les théâtres accueillant le spectacle, des fabrications complémentaires en fonction de changements de distribution et d'incompatibilité entre les mesures des anciens et des nouveaux artistes).

En revanche, lorsque le changement de distribution nécessite :

- la fabrication d'un nouveau costume ;
- une transformation substantielle d'un costume existant ;
- ou une modification artistique majeure des maquettes validées.

Les prestations correspondantes feront l'objet d'un **accord préalable écrit** du pouvoir adjudicateur et, le cas échéant, d'un avenant financier.

#### **ARTICLE 12 : CONTROLE, ADMISSION DES PRESTATIONS ET GARANTIES**

Les opérations de vérifications sont réalisées dans les conditions prévues au CCAG.FCS ; toutefois :

- par dérogation à l'article 27.3 dudit CCAG.FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures des opérations de vérification ; celles-ci pourront donc se dérouler sans le titulaire ou son représentant ;
- par dérogation aux articles 28.2§2, 30.1 et 30.2.1§1 dudit CCAG.FCS, les délais mentionnés sont portés à 30 jours.

#### **ARTICLE 13 : ASSURANCES**

Le titulaire doit contracter l'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la demande, avant la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de garantie.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la demande.

Il est expressément entendu que la garantie s'applique aux conséquences dommageables de fautes professionnelles, d'erreurs, d'omissions, de négligences et d'insuffisance d'études commises par le titulaire.

A défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 11 du présent CCAP. Le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 17 du présent CCAP si le titulaire ne répond pas à la relance de l'acheteur.

#### **ARTICLE 14 : RÉSILIATION**

L'acheteur peut résilier le marché en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

Le marché peut également être résilié conformément aux dispositions des articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

En complément de l'article 41.1 du CCAG-FCS, le représentant de l'acheteur pourra prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire lorsque ce dernier est soumis au versement de pénalités d'un montant équivalent ou supérieur à 20 % du marché sur l'ensemble de la durée du marché, à la suite de la mauvaise exécution mais également en cas de problèmes répétés sur un site. Dans ce cas, le titulaire ne pourra prétendre à une quelconque indemnité.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, l'application des différentes pénalités vaudra mise en demeure préalable.

En cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de quarante-huit (48) heures sans accord préalable du représentant du site et/ ou de l'acheteur, le représentant de l'acheteur pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. Si la défaillance du titulaire se prolonge pendant plus de sept (7) jours calendaires à compter de la mise en demeure, le représentant de l'acheteur peut de plein droit exiger la résiliation pleine ou partielle du marché.

En cas de retard du prestataire notamment pour la planification des interventions réglementaires, ou de retard récurrent, l'acheteur se réserve la possibilité sans mise en demeure préalable, de résilier pour faute.

Outre l'absence de remise d'attestation d'assurance, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché dont sera titulaire l'entreprise si elle n'exécute pas son marché dans les conditions prévues aux pièces

contractuelles.

Par dérogation à l'article 42§1 du CCAG-FCS, la résiliation pour motif d'intérêt général est, sauf mise en œuvre d'une indemnité liée aux frais et investissements engagés par le titulaire et interprétée dans des conditions similaires à celles fixées à l'article 42§2 du CCAG-FCS, prononcée sans aucune autre forme d'indemnité. Cette résiliation pour motif d'intérêt général ne donne donc pas lieu à quelque indemnisation de résiliation forfaitaire et/ou automatique que ce soit.

## **ARTICLE 15 : DIFFERENDS**

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées.

Par dérogation à l'article 46.2 du CCAG-FCS, cette lettre doit être communiquée à l'acheteur dans le délai d'un mois à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. L'acheteur dispose d'un délai d'un mois, à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision.

L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. L'acheteur, ou le titulaire, peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique.

## **ARTICLE 16: DÉROGATIONS**

Objet	CCAP	CCAG-FCS
Pièces contractuelles	2	4
Révision des prix	5.2	10.2.4
Pénalités de retard	9	27 et 28
décisions d'admission, d'ajournement ou de rejet	12	30
Assurances	13	9.2
Résiliation	14	41.2